


L'énergie nucléaire renaît un peu, mais conserve beaucoup d'adversaires

ÉQUILIBRES Si les risques de pénurie énergétique ont relancé ses actions à droite, le nucléaire ne réunit plus de majorité politique en Suisse

PHILIPPE BOEGLIN, BERNE

 @BoeglinP

En théorie, le nucléaire est promis à une mort lente. Depuis le vote populaire de 2017 sur la Stratégie énergétique 2050, la Confédération interdit la construction de nouvelles centrales et cherche à sortir progressivement de l'énergie atomique. Les installations en service ne peuvent continuer que si leur sécurité est assurée.

Le débat a toutefois rebondi il y a quelques mois. Le blocage des négociations avec l'Union européenne et les nouvelles règles de Bruxelles sur l'électricité font planer une épée de Damoclès sur les importations à l'avenir, indispensables en hiver. Une situation qui s'est encore tendue avec la guerre en Ukraine, et la diminution des livraisons de gaz russe en guise de représailles.

A droite, l'UDC conservatrice a ressorti l'atome de sa manche. Elle exige de rappeler le peuple aux urnes pour autoriser la construction de centrales supplémentaires. Dans son sillage, un comité de droite et de dirigeants économiques vient de lancer une initiative populaire en ce sens. «Nous sommes choqués du manque de vision du Conseil fédéral et de sa Stratégie énergétique 2050, qui veut arrêter les centrales nucléaires sans savoir comment approvisionner la population. Je regrette d'avoir voté oui», dégage Pierre-André Page (FR), conseiller national UDC. «Il importe à présent de savoir combien coûte le prolongement des centrales. Les responsables doivent nous le dire bientôt en commission.» Le Fribourgeois reste cependant sceptique face à la revendication des siens de bâtir de nouvelles centrales, des projets qui durent très longtemps et génèrent de nombreuses oppositions.

Le PLR, sous l'impulsion de son nouveau président conservateur Thierry Burkart, est allé moins loin que l'UDC. Mais il a éga-

lement revu sa position, ouvrant la porte à la technologie nucléaire de nouvelle génération encore en développement. A part cela, pas de changement, résume Jacques Bourgeois (PLR/FR), président de la Commission de l'énergie du Conseil national. «La position reste la même. Il faut pousser les centrales nucléaires existantes le plus longtemps possible, tant qu'elles sont sûres. N'oublions pas qu'elles fournissent 30% de notre courant. Les nouvelles technologies mériteront d'être discutées le moment venu.»

«Le nucléaire n'apporte rien»

Les deux formations centristes, les vert'libéraux (PVL) et Le Centre, affichent une nette retenue par rapport au nucléaire. «On assiste à un renouveau du nucléaire dans un contexte de possible pénurie d'électricité cet hiver. Et là, soyons clairs: le nucléaire n'apporte rien», décoche Julie Cantalou, secrétaire générale du PVL. «Bâtir de nouvelles centrales ne peut se faire en six mois, ni même en quatre-cinq ans. En outre, l'éli-

mination des déchets pose des problèmes non résolus.»

Au Centre, la conseillère nationale Christine Bulliard-Marbach rappelle que «ni la position du parti, ni la mienne, n'ont changé et restent fidèles à la Stratégie énergétique 2050. Aujourd'hui, la situation est délicate. La prolongation des centrales nucléaires en service doit être examinée, mais pas question d'en construire de nouvelles. Cela prend des années et on ne sait toujours pas comment résoudre la problématique des déchets de manière satisfaisante. Il est préférable d'avancer dans les technologies nouvelles et les énergies renouvelables, solaire, hydraulique, éolienne.»

Plus on glisse à gauche du spectre politique, plus le nucléaire se fait doucher. «Il est complètement farfelu et hors de propos de vouloir investir dans de nouvelles centrales», s'agace Céline Vara, sénatrice verte (NE). «Vu les délais de construction et de procédure, il faut compter 15-20 ans au minimum avant une mise en service. En

plus, le nucléaire est dangereux, faut-il le rappeler? Les catastrophes de Fukushima ou de Tchernobyl l'ont bien montré.»

Chez les socialistes, le chef du groupe parlementaire, Roger Nordmann (VD), n'est pas plus enthousiaste. «En comptant une nouvelle votation, il faut compter 35 ans au total. En plus, le risque de catastrophe existe encore, et le risque militaire s'est renforcé à la lumière du cas de la centrale de Zaporijjia en Ukraine. Plus personne ne croit au nucléaire», affirme-t-il.

Le nucléaire de nouvelle génération rencontre le même accueil. «Beaucoup d'énergie et d'argent ont déjà été injectés dans cette nouvelle technologie. On en parle tout le temps, mais rien ne se passe», constate Céline Vara. «Il faut arrêter de s'entêter. On ne peut lutter contre le réchauffement climatique que si l'on décroît et recourt aux renouvelables. C'est un peu comme la piqûre chez le médecin: il faut la faire et arrêter de se défilier. Si on attend trop, les mesures à prendre dans le futur devront être toujours plus radicales.» ■